

Marseille, le 18/06/2026.

## Quel avenir commun voulons-nous construire ?

Depuis plusieurs semaines, les débats se concentrent sur les chiffres, les économies à réaliser, les attributions de compensation, les arbitrages du préfet ou encore les responsabilités des uns et des autres.

**Mais derrière ces discussions budgétaires, une question fondamentale est rarement posée : quel projet collectif voulons-nous pour notre territoire ?**

Lorsque la Métropole a été créée, l'ambition affichée était de dépasser les querelles de clochers pour construire un avenir commun. L'objectif était de mutualiser les moyens, porter des investissements structurants et garantir à chaque habitant un accès équitable aux services publics, qu'il vive dans un petit village, dans une commune moyenne ou dans un quartier populaire de la deuxième ville de France.

C'est dans cet esprit que des milliers d'agents se sont engagés au quotidien.

Nous n'avons pas choisi de travailler pour une addition de territoires concurrents les uns des autres. Nous avons choisi de mettre nos compétences au service d'un projet commun, fondé sur la solidarité entre les territoires et l'égalité de traitement des habitants.

Aujourd'hui, certains remettent en question les compétences exercées par la Métropole, d'autres son périmètre géographique. Ces débats peuvent exister. Mais avant de déconstruire, encore faut-il mesurer ce qui a été construit.

Car derrière chaque compétence métropolitaine, il y a des agents, des équipes, des savoir-faire, des équipements, et des habitants qui bénéficient de services publics qu'ils n'auraient parfois pas pu obtenir à la seule échelle de leur commune.

La vraie question n'est donc pas seulement de savoir qui financera demain la Métropole. La vraie question est de savoir quel niveau de service public nous voulons offrir à l'ensemble des habitants du territoire.

Pour la FSU, la réponse est claire : nous refusons une Métropole qui renoncerait à son ambition de solidarité territoriale. Nous refusons que les inégalités entre communes deviennent la règle. Nous refusons que les agents soient la variable d'ajustement de choix politiques ou institutionnels.

Nous prenons acte de l'engagement pris par le Directeur général des services lors du dernier CST : aucun agent contractuel occupant un emploi permanent ne sera licencié dans le cadre des mesures budgétaires annoncées, aucun acquis social ne sera rogné cette année.

Mais les interrogations demeurent concernant les recrutements, le remplacement des départs, les moyens des services et l'avenir des missions, telles que le sport ou la culture, exercées aujourd'hui par la Métropole.

Parce que nous sommes les acteurs quotidiens du service public, parce que nous sommes aussi des habitants de ce territoire, nous demandons à être pleinement associés aux réflexions qui engagent son avenir.

Construire l'avenir de la Métropole ne peut pas se faire sans les agents. Et encore moins contre eux.